



Les grands titres:

- Ban Ki-moon rappelle que l'éducation n'est pas un privilège mais un droit
- Burundi : l'envoyé de l'ONU insiste auprès du Président sur la nécessité d'un dialogue politique
- L'ONUSIDA appelle à un engagement durable pour mettre au point un vaccin efficace contre le VIH
- Somalie : l'envoyé de l'ONU se félicite d'un pays qui fonctionne mieux
- Yémen : l'ONU déplore la reprise des combats et appelle à reconduire la trêve
- Conflit israélo-palestinien : l'ONU appelle les parties à refuser le statu quo
- Ban Ki-moon se rendra en Corée du Nord, plus de 20 ans après son prédécesseur Boutros Boutros-Ghali
- L'ONU appelle les pays d'Asie du Sud-Est à régler collectivement la question des migrants bloqués en mer
- L'insécurité se généralise sur le marché du travail mondial, selon l'OIT
- Iraq : l'ONU se mobilise pour aider les déplacés fuyant l'EIIL à Ramadi

Ban Ki-moon rappelle que l'éducation n'est pas un privilège mais un droit



19 mai - Au Forum mondial de l'éducation qui s'est ouvert mardi à Incheon, en République de Corée, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a rappelé mardi que l'éducation n'était pas un privilège mais un droit acquis à la naissance et a jugé injuste que 57 millions d'enfants d'âge scolaire n'aillent pas à l'école.

« Chaque enfant mérite la solidarité mondiale. Les études montrent qu'un dollar investi dans l'éducation peut générer 15 dollars de gains économiques. Si tous les écoliers dans les pays à faibles revenus apprenaient des rudiments de lecture, plus de 170 millions de gens pourraient sortir de la pauvreté », a dit M. Ban à l'ouverture de ce forum auquel participent des centaines de représentants de gouvernements, d'organisations non gouvernementales, du secteur privé et de la société civile.

« L'éducation n'est pas un privilège. C'est un droit acquis à la naissance », a martelé le chef de l'ONU.

M. Ban a souligné que l'éducation était une arme puissante pour lutter contre les menaces en matière de sécurité, notamment la montée de l'extrémisme violent.

« Les terroristes le savent aussi. C'est pourquoi ils continuent d'attaquer des écoles, comme Garissa, au Kenya, et Peshawar, au Pakistan. Ils ciblent des filles avec des livres, comme Malala Yousafzai et ses amies ainsi que les filles à Chibok, au Nigéria », a-t-il dit.

Selon lui, « il est injuste que 57 millions d'enfants d'âge scolaire n'aillent pas à l'école ». « Nous ne pouvons pas dire que ce monde est prospère s'il est trop pauvre pour éduquer ses enfants », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général a appelé à concentrer l'action sur les filles et les femmes, les minorités ethniques, les personnes handicapées et les enfants vivant dans des zones de conflit, des zones rurales et des bidonvilles.



La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, était également présente à ce forum et a rappelé l'importance de l'éducation pour éradiquer la pauvreté.

« Nous avons le devoir collectif d'autonomiser tous les enfants et tous les jeunes avec de bonnes bases - des connaissances, des valeurs et des compétences », a dit Mme Bokova dans un discours. « Et nous devons nous engager à donner aux adultes la possibilité de continuer à apprendre tout au long de leur vie pour s'adapter aux changements rapides et pour favoriser l'inclusion sociale. Ceci est non seulement un droit humain, mais un impératif pour la sécurité, le développement inclusif et la paix ».

L'année 2015 marque la date butoir pour la réalisation des six objectifs de l'initiative 'Education pour tous' et des objectifs du Millénaire pour le développement établis en 2000. Le Forum mondial de l'éducation doit permettre de faire le point sur les progrès réalisés en 15 ans et préparer une feuille de route pour le programme de développement durable pour l'après 2015.

Alors qu'il se trouvait mardi en République de Corée, le Secrétaire général a également annoncé qu'il allait se rendre jeudi dans une zone industrielle en République populaire démocratique de Corée (RPDC) à la frontière entre les deux pays.

Burundi : l'envoyé de l'ONU insiste auprès du Président sur la nécessité d'un dialogue politique



19 mai - En visite au Burundi, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, Saïd Djinnit, a rencontré mardi le Président Pierre Nkurunziza, une semaine après une tentative de coup d'Etat, et a insisté auprès de lui sur la nécessité d'un dialogue politique.

S'exprimant devant la presse après cette rencontre, M. Djinnit a réitéré la condamnation par le Secrétaire général de la tentative d'évincer par la force un gouvernement élu et a souligné qu'il fallait un dialogue politique pour créer les conditions permettant l'organisation

d'élections justes et libres.

L'Envoyé spécial doit poursuivre ses consultations avec les partis politiques, la société civile et les organisations religieuses, les responsables du gouvernement et la communauté diplomatique, avec pour perspective de reprendre le dialogue politique dès que possible, a précisé le porte-parole adjoint du Secrétaire général, Farhan Haq, lors d'un point de presse à New York.

De son côté, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a indiqué qu'une grave crise humanitaire est en train de se développer en Tanzanie où des milliers de Burundais ont trouvé refuge en raison de l'escalade des tensions politiques dans leur pays.

La situation est particulièrement préoccupante dans le village de Kagunga, où la population est passée de 10.000 à 90.000 personnes en raison de l'afflux de réfugiés. Des cas de choléra ont été confirmés, a indiqué un porte-parole de l'OMS à Genève.

Une équipe sanitaire régionale de l'OMS a établi, en collaboration avec des partenaires, des postes de santé aux points d'entrée du village et dans les zones d'accueil des réfugiés pour dépister les nouveaux arrivants et leur fournir des soins de santé de base.

L'ONUSIDA appelle à un engagement durable pour mettre au point un vaccin efficace contre le VIH



19 mai - À l'occasion de la Journée de sensibilisation au vaccin contre le VIH qui a été célébrée lundi, l'ONUSIDA a appelé à un engagement mondial renouvelé pour trouver un vaccin efficace contre le VIH.

« Un vaccin représenterait une étape importante en vue de mettre fin à l'épidémie de sida, » a déclaré le Directeur exécutif de l'ONUSIDA Michel Sidibé. « Il y a eu de récents progrès scientifiques encourageants qui nous laissent espérer la mise au point future d'un vaccin contre le VIH. »

L'ONUSIDA s'est engagé à ne laisser personne de côté dans la riposte au VIH. Un grand avantage des vaccins est qu'ils favorisent l'équité et peuvent être utilisés efficacement dans toutes les communautés et tous les contextes, notamment là où de nombreux autres services de santé peuvent être plus difficiles à fournir.

Les études montrent qu'un vaccin contre le VIH est possible. En 2009, l'essai vaccinal RV144 a permis de réduire de 31% le taux d'infection par le VIH. Il y a de fortes raisons d'espérer que les recherches en cours s'appuieront sur cet essai et donneront des résultats. Des candidats vaccins plus récents, ainsi que des anticorps neutralisants, sont également en train d'être étudiés.

Des vaccins ont éradiqué la variole, et l'éradication de la poliomyélite est proche. Des vaccins ont permis d'endiguer de manière efficace la diphtérie, la coqueluche, le tétanos, les oreillons, la rougeole et la rubéole, parmi d'autres maladies infectieuses.

Toutefois, en 2013, la recherche et le développement d'un vaccin contre le VIH ont connu la plus forte baisse de l'investissement depuis 2008. Afin de transformer des concepts prometteurs en un vaccin efficace et accessible, un financement accru et durable sera crucial, selon l'ONUSIDA.

Somalie : l'envoyé de l'ONU se félicite d'un pays qui fonctionne mieux



19 mai - A l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée à la situation en Somalie, le Représentant spécial du Secrétaire général pour ce pays, Nicholas Kay, a souligné mardi les progrès réalisés par un pays qui fonctionne mieux et où prédomine désormais le dialogue politique.

« Les dirigeants de la Somalie aux niveaux local, régional et fédéral, les parlementaires, et toutes sortes de gens, construisent peu à peu un Etat fédéral, grâce au dialogue et à la réconciliation. L'atmosphère de méfiance accumulée pendant 25 ans rend la tâche difficile et douloureuse ; mais il faut que cela continue et cela mérite notre soutien durable », a dit M. Kay lors d'un exposé par téléconférence devant les membres du Conseil de sécurité.

« Nous voyons un pays, autrefois embourbé dans un conflit, qui progressivement fonctionne mieux et où le dialogue politique remplace la loi des armes », a-t-il ajouté.

M. Kay a noté qu'au cours des prochains mois, le gouvernement aura plusieurs tâches à réaliser : achever l'établissement des administrations et des assemblées régionales intérimaires ; faire progresser la révision constitutionnelle ; établir la Commission électorale nationale indépendante et la Commission de la fédération et des limites ; et finaliser la législation sur les partis politiques, la citoyenneté et les élections.

Selon le Représentant spécial, il y a eu des progrès en matière de fédéralisme mais pas autant en ce qui concerne la révision constitutionnelle. Il s'est dit aussi préoccupé par le calendrier des élections au 'Somaliland' prévues le mois prochain et qui ont été repoussées à mars 2017.

Nicholas Kay a également exprimé sa préoccupation concernant la sécurité en Somalie et plus particulièrement la menace posée par Al-Chabaab dans la région, comme l'a montré l'attaque contre l'université de Garissa au Kenya en avril. Il a estimé nécessaire de surveiller de près et d'être en mesure de répondre à tout signe indiquant qu'Al-Chabaab bénéficie de ses liens avec des groupes extrémistes au Yémen.

« Avec tant de choses en jeu entre maintenant et 2016, nous pouvons nous attendre à ce qu'Al-Chabaab fasse tout son possible pour faire dérailler le processus politique », a-t-il estimé. « Renouveler l'offensive conjointe de la Somalie et de l'Union africaine contre Al-Chabaab est une priorité ».

Quant à la situation humanitaire, le Représentant spécial a rappelé qu'elle restait alarmante, avec 730.000 Somaliens n'étant pas en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires de base. En outre, 2,3 millions de personnes risquent de sombrer dans la même situation, dont 1,1 million de déplacés, a-t-il ajouté.

Yémen : l'ONU déplore la reprise des combats et appelle à reconduire la trêve



19 mai - Bien que la récente trêve humanitaire de cinq jours ait permis d'acheminer de l'aide au Yémen, la trêve n'a pas été assez longue pour atteindre tous ceux qui ont urgemment besoin d'assistance et vivent dans des conditions désastreuses, a déclaré mardi le Programme alimentaire mondial (PAM).

« C'était une véritable course contre la montre, et la situation volatile sur le terrain durant cette courte fenêtre de tir nous a permis d'atteindre seulement la moitié de notre objectif », a déclaré la Représentante du PAM au Népal, Purnima Kashap, dans un communiqué de

presse.

La trêve majoritairement observée dans le pays du 12 au 17 mai a contribué à l'ouverture des voies d'approvisionnement, autorisant le PAM à expédier des vivres pour plus de 400.000 personnes.

Si l'agence a réussi à atteindre des zones précédemment inaccessibles, elle n'a cependant atteint que la moitié des 738.000 personnes qu'elle espérait toucher.

« Nous sommes inquiets pour les familles que nous n'avons pas pu atteindre. Nous avons besoin de pauses prévues à l'avance afin de nous coordonner avec nos partenaires sur le terrain pour acheminer les vivres et atteindre un maximum de personnes », a ajouté Mme Kashap, précisant que les transporteurs du PAM étaient réticents à envoyer leurs camions là où les combats et les bombardements continuaient.

En effet, a-t-elle précisé, bien que le cessez-le-feu ait été largement respecté dans le centre et le nord du pays, des affrontements ont persisté dans le Sud ainsi qu'à Saada, dans le nord, rendant certains districts, où les besoins sont les plus urgents, complètement hors d'atteinte.

« Alors que le temps passe sans que nous arrivions à atteindre les personnes dans les zones sensibles, leur situation ne fera qu'empirer et les besoins augmenteront », a ajouté la Représentante du PAM.

Selon l'agence onusienne, près de la moitié de la population du Yémen, soit 10 millions de personnes, était en déjà en situation d'insécurité alimentaire avant même l'éclatement du conflit dans le pays, qui importe environ 90% de ses vivres de l'étranger. Depuis le 15 avril, au moment où le conflit a commencé, le PAM a fourni une aide alimentaire d'urgence à plus de 1,7 million de personnes, dont près de deux tiers d'entre eux étaient des femmes et des enfants de moins de cinq ans.

Faisant écho aux préoccupations du PAM, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a également déploré mardi la fin de la pause au Yémen.

« Il est regrettable que les parties aient repris les combats après cinq jours d'une trêve humanitaire qui a pris fin hier », a déclaré dans une conférence de presse M. Ban, actuellement en visite en République de Corée.

« J'exhorte les parties à répondre aux problèmes actuels par le dialogue politique », a ajouté le Secrétaire général, réaffirmant son souhait de convoquer à Genève un dialogue politique avec toutes les parties dans les plus brefs délais.

De son côté, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est félicité de l'aide apportée durant la trêve, au moyen de six avions transportant du matériel d'urgence affrétés par l'agence.

« Nos six avions apportant de l'aide en provenance de Dubaï ont tous pu atterrir en toute sécurité dans [la capitale] Sanaa. Dix camions ont ensuite transporté l'aide de Sanaa à Aden avec succès – même si le voyage a duré trois jours au lieu d'un en raison de retards aux postes de contrôle et de combats localisés », a déclaré Adrian Edwards, un porte-parole du HCR, lors d'une conférence de presse à Genève.

Si les stocks de matériel de secours sont désormais trois fois plus élevés au Yémen qu'avant la trêve, le porte-parole a cependant signalé combien la situation des populations restait difficile sur le terrain.

« Entre les points de contrôle, l'insécurité et les prix élevés des transports, se déplacer reste difficile. L'accès aux soins de santé de base est trop éloigné pour beaucoup et le transport trop coûteux. Nous avons trouvé des dizaines d'enfants mal nourris, alors que l'accumulation des ordures fait empirer la situation, suscitant des craintes de propagation de maladies », a ajouté M. Edwards.

Conflit israélo-palestinien : l'ONU appelle les parties à refuser le statu quo



19 mai - Lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, le Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient, Nikolay Mladenov, a appelé mardi les parties au conflit israélo-palestinien à refuser le statu quo et à revenir à des négociations substantielles.

Se déclarant préoccupé par la poursuite des activités de colonisation le mois dernier à Jérusalem-Est et en Cisjordanie, M. Mladenov a appelé le gouvernement israélien à geler les nouvelles constructions dans les colonies de peuplement, afin de créer un climat susceptible de sortir le processus de paix de l'impasse dans laquelle il se trouve.

Le Coordonnateur spécial a également déploré des incidents récents en matière de sécurité, au mépris du cessez-le-feu actuel, dont des tirs de roquettes lancées depuis Gaza sur Israël le 23 avril et des raids aériens menés en représailles par Israël sur Gaza, ces deux incidents n'ayant toutefois pas fait de victimes.

Concernant Gaza, M. Mladenov a rappelé l'ampleur des destructions, la lenteur des travaux de reconstruction et les besoins énormes des habitants qui doivent retrouver leurs moyens de subsistance suite au conflit de l'été 2014.

« Gaza est désespérée et en colère », a-t-il dit, pointant notamment du doigt le maintien du blocus israélien, l'impôt de solidarité imposé à la population par le Hamas et le non-respect des engagements financiers pris par la communauté internationale pour aider à la reconstruction.

Sur la question de la réconciliation entre Palestiniens, le Coordonnateur spécial a réaffirmé la nécessité pour la Palestine de rester unie et a rejeté toute approche visant à diviser Gaza et la Cisjordanie. La réconciliation, a-t-il ajouté, doit par ailleurs ouvrir la voie à des élections générales palestiniennes « attendues depuis trop longtemps ».

Réaffirmant son attachement à une solution des deux Etats en tant que seule alternative pacifique au conflit, M. Mladenov a prévenu que la période à venir serait cruciale pour l'avenir du processus de paix israélo-palestinien.

« Maintenir le statu quo est intenable », a-t-il affirmé, ajoutant que ce dernier conduisait nécessairement à une dégradation des conditions de vie et de sécurité des Palestiniens et des Israéliens.

Ban Ki-moon se rendra en Corée du Nord, plus de 20 ans après son prédécesseur Boutros Boutros-Ghali



19 mai - Actuellement en visite en République de Corée, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a annoncé mardi qu'il se rendrait cette semaine sur un site industriel en République populaire démocratique de Corée (RPDC), plus de 20 ans après la dernière visite d'un Secrétaire général de l'Organisation dans la partie nord de la péninsule coréenne.

M. Ban a entamé lundi sa visite en République de Corée, dont il est originaire, pour participer à une série de manifestations, y compris le Forum mondial de l'éducation organisé conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le gouvernement sud-coréen.

Lors d'une conférence de presse faisant suite à la cérémonie d'ouverture du Forum à Incheon, près de la capitale Séoul, le Secrétaire général a annoncé qu'il entreprendrait jeudi une visite dans la zone industrielle de Kaesong, en RPDC.

« Le projet Kaesong est un modèle vertueux pour les deux Corées. Il représente un bon moyen de profiter de façon complémentaire des avantages de la Corée du Sud et de la Corée du Nord », a expliqué M. Ban.

Créé en 2003 à proximité de la frontière entre les deux pays, le parc industriel intercoréen de Kaesong est le fruit d'un effort de coopération économique bilatéral. Il abrite plus d'une centaine d'entreprises sud-coréennes employant des dizaines de milliers de travailleurs nord-coréens.

« Ma visite est également importante dans la mesure où il s'agit de la première fois qu'un Secrétaire général des Nations Unies entrera en RPDC en plus de 20 ans, depuis la dernière visite de l'ancien Secrétaire général Boutros Boutros-Ghali », a précisé le chef de l'ONU.

Dans une série de remarques adressées plus tôt dans la journée au Forum des dirigeants de l'Asie qui avait lieu à Séoul sur le thème de l'avenir de la péninsule coréenne, le Secrétaire général a également insisté sur l'importance des relations intercoréennes pour la paix mondiale.

« Je suis profondément engagé dans la péninsule coréenne, car il s'agit d'un point dangereux pour le reste du monde », a-t-il déclaré, soulignant l'existence d'un fort consensus international sur la nécessité d'une « dénucléarisation vérifiable » de la péninsule coréenne.

M. Ban a par ailleurs encouragé la Corée du Nord à prendre les mesures nécessaires pour éviter toute escalade du conflit et retourner à la table des négociations.

A ce titre, le Secrétaire général a indiqué qu'il était prêt, outre sa visite imminente dans la zone industrielle de Kaesong, à se rendre à Pyongyang si cela permettait de faire avancer le processus de paix dans la péninsule coréenne.

L'ONU appelle les pays d'Asie du Sud-Est à régler collectivement la question des migrants bloqués en mer



19 mai - Plusieurs hauts responsables des Nations Unies ont exhorté mardi les dirigeants de l'Indonésie, de la Malaisie et de la Thaïlande à protéger les migrants et les réfugiés bloqués sur des bateaux en Asie du Sud-Est.

Plusieurs milliers de personnes, en majorité des Rohingyas et des Bangladais, se trouveraient actuellement bloqués en mer d'Andaman et dans le détroit de Malacca sur des bateaux de passeurs, probablement abandonnés par leurs équipages dans un contexte de répression gouvernementale contre les trafiquants de migrants dans la région.

« Nous sommes profondément préoccupés par les informations selon lesquelles des bateaux remplis de femmes, d'hommes

et d'enfants vulnérables dérivent et sont bloqués en mer sans accès à la nourriture, l'eau et l'assistance médicale dont ils ont urgemment besoin », ont déploré dans une déclaration de presse conjointe, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, António Guterres, le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, le Représentant spécial du Secrétaire général pour les migrations internationales et le développement, Peter Sutherland, et le Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), William L. Swing.

Les quatre hauts responsables ont appelé instamment les dirigeants régionaux à travailler de concert pour apporter une réponse collective à cette tragédie et protéger la vie des passagers de ces « embarcations surchargées », en leur permettant notamment de débarquer en toute sécurité.

« Ces voyages dangereux, que ce soit par voie terrestre, maritime ou aérienne, sont devenus un phénomène mondial », ont-ils par ailleurs déclaré, notant que 88.000 personnes ont entrepris de migrer par bateau dans la région depuis 2014.

« Environ 1000 [d'entre eux] auraient péri en mer en raison de la précarité des conditions de traversée, et un nombre équivalent à cause des mauvais traitements et des privations imposés par les trafiquants de migrants et passeurs violents », ont ajouté M. Guterres, M. Zeid, M. Sutherland et M. Swing, détaillant les conditions de traversée difficiles rencontrées par les migrants et réfugiés, nourris seulement au riz blanc et soumis à la violence.

« Les femmes sont violées. Les enfants sont séparés de leurs familles et maltraités. Les hommes sont battus et jetés par-dessus bord », ont déploré les hauts responsables.

La déclaration a également appelé les pays d'accueil à ne pas recourir à des mesures punitives et de détention à l'encontre des migrants, et à veiller à ce que leurs droits humains soient protégés, en particulier ceux des enfants.

M. Guterres, M. Zeid, M. Sutherland et M. Swing ont également exhorté les dirigeants de la région à mettre en œuvre des procédures pour identifier et prendre en charge les besoins de protection des réfugiés.

Plus généralement, les quatre hauts responsables ont encouragé les Etats de la région à élargir les voies migratoires sûres et légales ; à intensifier leurs efforts pour poursuivre les trafiquants et les passeurs ; à redoubler d'efforts pour remédier en amont aux causes profondes liées à ces flux migratoires ; et à adopter des mesures dédiées pour combattre la xénophobie et la discrimination.

L'insécurité se généralise sur le marché du travail mondial, selon l'OIT



19 mai - L'insécurité se généralise sur le marché du travail mondial où seul un quart des travailleurs disposerait d'une relation d'emploi stable, selon un nouveau rapport publié mardi par l'Organisation internationale du travail (OIT).

Le rapport intitulé « Emploi et questions sociales dans le monde en 2015 » indique que, dans les pays pour lesquels des données sont disponibles (couvrant 84% de la main-d'œuvre mondiale), trois quarts des travailleurs sont employés à titre temporaire ou avec des contrats à durée déterminée, dans des emplois informels souvent sans aucun contrat, comme travailleurs indépendants ou dans des emplois familiaux non rémunérés.

Plus de 60% des travailleurs sont privés de tout contrat de travail, la plupart d'entre eux étant établis à leur compte ou contribuant au travail familial dans les pays en développement. Toutefois, même parmi les travailleurs salariés, moins de la moitié (42%) travaillent dans le cadre d'un contrat à durée indéterminée.

Le rapport montre qu'en dépit de son essor à l'échelle mondiale, l'emploi salarié ne représente encore que la moitié de l'emploi global, avec de fortes disparités entre les régions. Par exemple, dans les économies développées et en Europe centrale et du Sud-Est, environ huit travailleurs sur dix sont des employés alors qu'en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne le chiffre est plutôt de deux sur dix.

Une autre tendance actuelle est la hausse de l'emploi à temps partiel, surtout parmi les femmes. Dans la majorité des pays

pour lesquels nous disposons d'informations, les emplois à temps partiel ont connu un développement plus important que les emplois à plein temps entre 2009 et 2013.

« Ces nouveaux chiffres révèlent un monde du travail de plus en plus diversifié. Dans certains cas, les formes atypiques de travail peuvent aider les gens à prendre pied sur le marché du travail. Mais ces tendances émergentes sont aussi le reflet de l'insécurité généralisée qui touche aujourd'hui beaucoup de travailleurs dans le monde », affirme le Directeur général de l'OIT, Guy Ryder.

« Le tournant que nous observons de la relation d'emploi traditionnelle vers des formes d'emploi plus atypiques s'accompagne souvent d'une hausse des inégalités et du taux de pauvreté dans de nombreux pays », a-t-il ajouté. « Qui plus est, ces tendances risquent de perpétuer le cercle vicieux d'une demande globale faible et d'une création d'emplois lente qui caractérisent l'économie mondiale et de nombreux marchés du travail tout au long de la période de l'après-crise ».

Selon l'OIT, la voie à suivre est de veiller à ce que les politiques prennent en considération l'évolution de notre façon de travailler aujourd'hui. Ce qui veut dire qu'il faut stimuler les possibilités d'investissement pour relancer la création d'emplois et la productivité, tout en garantissant la sécurité d'un revenu adéquat pour toutes les catégories de travailleurs, pas seulement pour ceux qui ont des contrats stables.

Les inégalités de revenu s'aggravent ou demeurent élevées dans la majorité des pays – une tendance qui amplifie la multiplication des formes atypiques d'emploi, l'accroissement du chômage et l'inactivité. Les écarts de revenus entre travailleurs permanents et travailleurs intérimaires se sont creusés au cours des dix dernières années.

Le rapport indique qu'en dépit des mesures positives prises pour améliorer la couverture des régimes de retraite, la protection sociale – et notamment les allocations chômage –, n'est principalement accessible qu'aux employés permanents. Pour les travailleurs indépendants, même les retraites sont rares: en 2013, seuls 16% d'entre eux cotisaient à un régime de retraite.

Iraq : l'ONU se mobilise pour aider les déplacés fuyant l'EIIL à Ramadi



19 mai - Alors que 25.000 personnes ont fui Ramadi, en Iraq, suite à la seconde offensive de l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) dans la ville en à peine un mois, les agences humanitaires des Nations Unies se mobilisent pour aider les déplacés le plus vite possible, a déclaré le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA).

En réponse à l'appel d'urgence émis ces derniers jours par les autorités iraqiennes, le Programme alimentaire mondial (PAM) a distribué des milliers de rations alimentaires en quantité suffisante pour subvenir pendant trois jours aux besoins des personnes déplacées, dont la majorité a fui en direction de Bagdad, a expliqué l'OCHA dans un communiqué de presse publié lundi soir.

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) distribue quant à lui des milliers de kits de survie contenant de l'eau potable et du matériel d'hygiène, et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a dépêché des équipes de santé mobiles et des ambulances dans les zones où les personnes déplacées ont fui, a poursuivi l'agence.

De son côté, a précisé l'OCHA, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) procède à l'établissement de camps provisoires pour recevoir les civils déplacés.

Au cours du dernier mois écoulé, les agences de l'ONU et leurs partenaires en Iraq ont déjà porté assistance à plus de 130.000 personnes ayant fui Ramadi suite à une première série d'attaques perpétrées par l'EIIL en avril.